

LE 10 OCTOBRE, SALARIE-E-S DU PUBLIC ET DU PRIVE EN GREVE ET EN MANIFESTATION TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

La fonction publique
est en danger.

Le 10 octobre, jour du rendez vous salarial avec le ministre, les 9 fédérations de fonctionnaires appellent à la grève, aux manifestations, aux rassemblements et aux actions qui se dérouleront dans toute la France.

Pour Solidaires, le 10 octobre est aussi une nouvelle étape franchie dans la mobilisation interprofessionnelle contre les projets ultra libéraux du gouvernement qui organisent la régression sociale généralisée.

Après les journées des 12 et 21 septembre, les routiers depuis le 25, les retraités le 28, pleins phares sur la fonction publique !

Suppressions
d'emplois publics
et

licenciements dans le privé:
chômage partout !

Le secteur public va subir à nouveau des suppressions d'emplois massives : 120 000 sur 5 ans !

Est annoncé dans les pistes du Comité d'Action Publique 2022 le non-remplacement de tous les départs en retraite, dans le but de réaliser jusqu'à 4 milliards d'euros d'économies !

70 000 suppressions d'emplois dans le versant Territorial, 50 000 à l'Etat. Dans ce versant, les principaux contributeurs sont : Finances, Transition écologique et solidaire, Solidarités et Santé, Travail, Agriculture et alimentation, Culture, Europe et Affaires Etrangères

Dans le privé, les plans sociaux s'accumulent avec des licenciements facilités par les lois Travail. Pendant ce temps, le chômage de masse se pérennise et la précarité s'accroît.

Public-Privé :
des inégalités grandissantes
dans les deux secteurs

Dans le public, c'est de plus en plus de marges de manœuvre données au plan local avec la déconcentration des actes de gestion, la mobilité forcée pour mieux absorber les réformes avec toujours moins d'emplois. C'est le développement de l'arbitraire local. Le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires est de plus en plus bafoué.

Avec la loi Travail 2, l'inversion de la hiérarchie des normes se généralise. Dans beaucoup de domaines, les accords d'entreprises priment l'accord de branche, ou même la loi. Les entreprises ont les mains libres pour négocier des accords au rabais! Solidaires rejette ces dérives.

Pour Solidaires, la loi est le cadre privilégié pour garantir un socle de droits sociaux pour toutes et tous, pour mettre fin au dumping social. De même, Solidaires rejette le développement d'une politique d'accords contractuels dans le public, qui n'a d'autre but que d'abaisser le niveau d'exercice des missions et de réduire les droits des agents publics, secteur par secteur (accords de flexibilité dans l'hospitalier, PPCR ...)

Privé
convergence
Public
Union
syndicale
Solidaires

Une logique globale de rentabilité et de profit à court terme

Le secteur public n'échappe pas à la logique de rentabilité qui prévaut dans le privé.

La mise en concurrence des missions de service public avec le privé est de plus en plus systématique, sous le prétexte fallacieux d'abaisser les coûts.

Transfert de missions au privé et abandon de missions de service public sont déjà annoncés dans le programme « Action publique 2022 », avec une chasse aux « doublons de missions ».

L'interface numérique est développée comme substitut à un service public basé sur le contact humain et fondé sur la proximité géographique.

Un grand nombre d'implantations territoriales et d'emplois sont ainsi liquidés. Restructurations, concentrations de services, transferts de missions entre collectivités publiques sont relancés dans « Action publique 2022 ».

Pour Solidaires au contraire, l'intérêt général doit prévaloir sur les intérêts particuliers et la logique de profit. Cela passe par le développement des services publics, afin de répondre aux besoins nouveaux, et des moyens budgétaires et humains à la hauteur.

**Mobilisation
10/10
Grève**
Union syndicale
Solidaires

Des salarié-e-s sous rémunéré-e-s

Chômage et précarité entretenus par le gouvernement font pression sur le niveau des salaires.

Dans le public comme dans le privé, les salaires sont bloqués.

Pour les fonctionnaires : gel du point d'indice 2018, compensation inéquitable de la CSG et coup de frein au calendrier de déploiement de PPCR... que Solidaires avait en connaissance de cause refusé de signer car insuffisant sinon désavantageux sur bien des points (allongements des carrières entre autres) !

Or les fonctionnaires ont perdu 18,5% du pouvoir d'achat depuis 2000.

A ce titre, Solidaires revendique l'attribution uniforme de 60 points d'indice, ainsi que la revalorisation du point d'indice.

Pour Solidaires, il faut réduire les inégalités salariales F/H, entre les catégories C, B, et A, et entre les trois versants de la fonction publique (Etat/Territorial/Hospitalier).

La remise en cause des cadres de défense des salariés

Remise en cause des CAP dans le public, suppression des IRP -institutions représentatives du personnel- c'est-à-dire des comités d'entreprises, des délégations du personnel et du CHS-CT et remplacement par une instance unique : le CES, comité économique et social (à droits non constants !) dans le privé vont de pair avec la dérégulation des droits sociaux. Une GRH sans entraves se développe dans le privé comme dans le public.

Non au dogme libéral de la réduction des dépenses publiques

Il mène les services publics et la fonction publique dans le mur au détriment de la cohésion sociale.

L'orientation fiscale du gouvernement est en fait d'alléger drastiquement l'imposition de la finance par les niches fiscales avec la multiplicité de dispositifs dérogatoires d'optimisation fiscale, la baisse de l'IS (Impôt sur les Sociétés) à 25%, la baisse de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune) réduit à un impôt sur l'immobilier par l'exonération des valeurs financières, le plafonnement de la taxation des revenus de capitaux mobiliers par un prélèvement libérateur à 30 %, bien en dessous des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu.

Pour couronner le tout, pas de moyens suffisants contre la fraude fiscale, qui est surtout le fait des grandes entreprises et riches particuliers, et coûte 80 milliards d'€ à l'Etat chaque année ni la fraude sociale des entreprises 65 milliards d'€.

Ainsi, le déficit budgétaire est en réalité construit par le gouvernement!

Pour Solidaires, il faut mettre en place une réforme fiscale juste et redistributive.

Solidaires revendique le renforcement des services publics et de la fonction publique car ils contribuent à mieux répartir les richesses et à rétablir la cohésion sociale de notre société fracturée.

**Convergence
Public / Privé :
encore et toujours !
TOUS ET TOUTES
EN GREVE
ET
DANS LA RUE**

**CONTACTFP@SOLIDAIRES.ORG
TÉL : 01 58 39 30 20**